



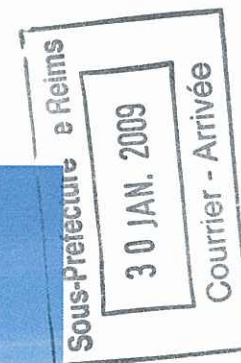
GEOMETRE-EXPERT
S.C.P. ROUALET-HERRMANN
4, rue Placet - BP193
51206 EPERNAY CEDEX
Tel: 03.26.51.53.51

COMMUNE DE NANTEUIL-LA-FORÊT

PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu pour être annexé à la délibération en date du 09 décembre 2008
approuvant le Plan Local d'Urbanisme révisé.
A NANTEUIL-LA-FORÊT, le

Le Maire, Marie VILLERS :



REVISION

Projet arrêté le :
19 novembre 2007

Approuvé le :
09 décembre 2008



ANNEXE SANITAIRE – NOTICE EXPLICATIVE

SOMMAIRE

A - ALIMENTATION EN EAU POTABLE.....	2
1 – ETAT ACTUEL	2
2 – ETAT FUTUR	3
3 – ANNEXE A.E.P.....	4
B - ASSAINISSEMENT	7
1 – ETAT ACTUEL	7
2 – ETAT FUTUR	8
3 – ANNEXE ASSAINISSEMENT :	8
C - TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES	9

A - ALIMENTATION EN EAU POTABLE

1 – ETAT ACTUEL

L'alimentation en eau potable et la gestion du réseau d'eau est assuré par le Syndicat Intercommunal D'alimentation en Eau Potable (SIDEPA) du Rouillat.

La commune ne dispose pas de captage d'eau potable.

Le réseau d'eau de NANTEUIL-LA-FORÊT est alimenté à partir d'un forage situé sur la commune de Villers-aux-Nœuds. Dans un premier temps, l'eau captée est envoyée dans des réservoirs situés sur le plateau de la Montagne de Reims entre Nogent-Sermiers et Nanteuil-la-Forêt, dans la forêt. A partir de ce réservoir, elle est redistribuée sur les différentes communes adhérentes au Syndicat.

Pour Nanteuil-la-Forêt, l'eau est envoyée par des pompes jusqu'à un réservoir situé à l'extrémité, entre les dernières constructions et les vignes. La capacité du réservoir est de 120 m³.

A partir de ce réservoir, la desserte se fait de l'ensemble des constructions du village se fait par gravité.

Toute la commune est desservie en eau potable y compris le hameau de Presle et la ferme Saint-Denis. Pour ces constructions isolées, les raccordements au réseau sont faits sur la conduite reliant les premiers réservoirs en forêt au réservoir de Nanteuil.

La défense incendie est assurée par le réseau public d'eau potable. Quatre poteaux incendie sont répartis dans le village.

2 – ETAT FUTUR

Bilan « Population/ Consommation/ Ressources »

Pour le syndicat intercommunal du Rouillat, l'évolution de la consommation en eau potable est la suivante :

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Population	1812	1839	1861	1874	1904
Consommation (m3)	249 131	239 546	240 397	237 126	237 134

Globalement, entre les années 2005 et 2006, les volumes vendus enregistrent une baisse de 8,4% alors que la population est en hausse de 1,6. Ceci traduit une baisse sensible de la consommation domestique individuelle.

La capacité de production du syndicat est de 1880 m3 par jour. Le volume distribué moyen s'établit à 1015 m3 par jour et les capacités de stockage sont actuellement de 2345 m3.

Pour la commune de Nanteuil, l'évolution de la consommation en eau est la suivante :

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Population	178	178	178	176	176
Consommation (m3)	10 222	10 136	10 550	10 753	9 036

La consommation accuse une baisse de près de 16% entre 2005 et 2006.

Pour l'année 2006, la consommation individuelle est de 51,3 m3 par an, soit une moyenne journalière de 141 litres par habitant.

En fonction des zones d'extension, des possibilités de construction prévues et d'une légère croissance démographique, la population à desservir à l'horizon de la durée du PLU (10 ans) est susceptible d'atteindre 240 habitants.

Les besoins calculés sur la base d'une consommation de 150 l/j/hab. seront alors de $240 \times 0,15 = 36 \text{ m}^3/\text{j}$.

La consommation estimée, répartie sur une durée de huit heures par jour, amène un débit de pointe de l'ordre de $4,5 \text{ m}^3/\text{h}$.

La capacité des installations actuelles permet d'assurer ce débit journalier.

Aujourd'hui, on note qu'il n'y a jamais eu de problème d'alimentation en eau potable.

Cependant, le développement de la zone à urbaniser nécessitera une légère extension du réseau de distribution pour desservir les nouveaux terrains.

La défense incendie est actuellement assurée par quatre poteaux incendie répartis dans le village. Cependant, la capacité du réservoir communal étant de 120 m³, celle-ci est insuffisante pour garantir les normes de défenses incendie, soit un débit de 60 m³ pendant deux heures.

De ce fait, les capacités d'alimentation en eau pour la défense incendie devront à terme être augmentées.

Dans ce but, la réalisation d'un bassin destiné à augmenter les capacités de pompage pour les pompiers, est actuellement à l'étude.

3 – ANNEXE A.E.P.

La circulaire n° 465 du 10 décembre 1951 des Ministères de l'Intérieur (Service National de la Protection Civile), de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Direction de l'Aménagement du Territoire) et de l'Agriculture (Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole), toujours en vigueur, précise les règles à suivre pour des travaux de défense contre l'incendie et, notamment, l'alimentation en eau du matériel d'incendie.

Généralités sur l'extinction des incendies (Principes Généraux)

A/ - A partir du réseau public de distribution d'eau potable :

Dans tous les cas, il importe de partir des deux idées essentielles suivantes :

- l'engin de base de lutte contre le feu est la moto pompe de 60 m³/h dont sont dotés les Centres de Secours ;
- la durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen peut être évaluée à deux heures.

« Comme corollaire immédiat, il en résulte que les sapeurs-pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120m³ d'eau utilisables en deux heures. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité puisse être utilisée sans déplacement des engins. A noter que ces besoins ne constituent que des minima et qu'en cas de risques importants il y aura lieu de prévoir l'intervention de plusieurs engins pompes de 60 m³/h ».

Réserve incendie.

« Le ou les réservoirs doivent permettre de disposer d'une réserve d'eau d'incendie d'au moins 120 m³, compte tenu, éventuellement, d'un apport garanti pendant la durée du sinistre ».

Réseau de distribution

Le réseau doit être capable d'alimenter une pompe incendie qui refoule l'eau prélevée en lui communiquant la pression nécessaire. Un tel réseau ne peut cependant prétendre assurer à lui seul la défense de la localité desservie que s'il remplit les conditions suivantes :

- les canalisations doivent pouvoir fournir un débit minimum de 17 l/s ;
- la pression de marche des prises, avec ce débit, doit permettre aux sapeurs-pompiers l'utilisation de tuyaux souples d'alimentation, en principe cette pression doit être au de 1 kg/cm² (0,6 kg/cm² minimum).
- ce réseau doit alimenter des prises d'incendie constituées par des bouches de 100 mm, ou de préférence par des poteaux de même diamètre, plus visibles ;
- ces appareils doivent être disposés sur des conduites d'un diamètre en rapport avec le débit à fournir de l'engin de lutte contre le feu employé par les sapeurs-pompiers (ex : une bouche de 100 mm doit être disposée sur une conduite maîtresse d'un diamètre supérieur à 100 mm) ;
- le rayon de protection de ces bouches varie entre 100 et 150 m, pouvant atteindre 200 m pour certaines.

B/ A partir de réserves artificielles.

Les réserves artificielles doivent être créées en des endroits judicieusement choisis par rapport aux bâtiments à défendre et facilement accessibles en toutes circonstances.

Chacune d'elles doit avoir une capacité minimum de 120 m³ d'un seul tenant ; toutefois, lorsque son alimentation est assurée par un réseau de distribution ou par une source, cette capacité peut être réduite du double du débit horaire de l'appoint.

L'ouvrage ainsi défini permet d'assurer une défense suffisante contre un risque moyen situé dans un rayon de 400 m.

La constitution de ces réserves peut être assurée par la collecte des eaux de pluie ou de ruissellement, par le captage de sources, par le drainage de marécages, au moyen d'un branchement sur le réseau, enfin, à partir d'un point d'eau éloigné, au moyen de récipients ou de tonnes ou même par les engins pompe de sapeurs-pompiers. Dans ces derniers cas, il appartient au Maire ou pour l'ensemble du département au Préfet, de fixer par arrêté les conditions dans lesquelles les sapeurs-pompiers assureront cette opération.

Ces réserves peuvent être constituées par des citernes, bassins, piscines, lavoirs, abreuvoirs et autres points d'eau similaires.

a) Citernes

Les citernes enterrées présentent, sur les bassins, de nombreux avantages au point de vue de l'hygiène, de la réduction des risques d'accidents, de la diminution des inconvénients du gel et de l'évaporation, etc...

Elles doivent comporter un regard de visite de 0,80 m environ de côté ou de diamètre, fermé par un tampon circulaire et, à son aplomb, au point bas du radier, un puisard d'aspiration de 0,40 m de profondeur destiné à recevoir aisément la crépine des tuyaux d'aspiration de l'engin pompe.

Lorsque leur alimentation sera assurée à partir d'un réseau de distribution d'eau potable, la canalisation d'amenée devra, pour éviter tout retour, déboucher à un niveau supérieur à celui du trop plein.

Lorsque le remplissage sera assuré par drainage ou collecte des eaux de ruissellement, on pourra être amené à prévoir un dispositif de décantation des boues.

b) Piscines

Les piscines, par leur capacité, présentent un intérêt certain au point de vue de la lutte contre le feu.

Cependant, lorsque la disposition des lieux ne permettra pas l'accès du bassin aux engins d'incendie, il y aura lieu de prévoir à la partie basse de l'installation une ou plusieurs prises spéciales ou branchement d'au moins 100 mm. Ces canalisations aboutiront en principe sur la voie publique et seront terminées – selon leur orientation – par une douille à rebord saillant de 100 mm, formant bouche ou par un raccord symétrique fixe de 100 mm analogue à celui équipant les poteaux d'incendie.

Ces branchements seront munis d'une vanne de barrage chaque fois qu'ils seront en charge.

c) Lavoirs

Les lavoirs constituent en général à eux seuls des réserves insuffisantes.

Il conviendra donc de leur adjoindre des bassins de façon à obtenir les 120 m³ d'eau nécessaires.

B - ASSAINISSEMENT

1 – ETAT ACTUEL

La gestion de l'assainissement est de la compétence de la Communauté de Communes de la Grande Vallée de la Marne.

La commune dispose d'un réseau d'assainissement.

Pour l'essentiel il est de type séparatif, seul le tronçon desservant 310 mètres de la rue de Bré (route départementale) est de type unitaire.

Le réseau d'assainissement des eaux usées dessert toutes les constructions du village à l'exception constructions isolées du hameau de Presle et de la ferme Saint-Denis.

Ce réseau dirige les eaux collectées, vers un site de lagunage.

Le lagunage a été réalisé par la communauté de communes en 2002 et 2003. Sa capacité d'épuration est de 240 équivalent-habitants.

Pour l'instant il suffit à la population communale (176 habitants) et permet même une progression mesurées de celle-ci.

Les eaux pluviales des chaussées ne sont pas collectées, à l'exception de la rue de Bré (route départementale) et de la voie communale n°11 dite de Nanteuil à Reims.

Dans la rue de Bré, les eaux pluviales sont collectées sur 310 mètres par le réseau unitaire et sont donc envoyées vers le lagunage. Le bas de cette rue dispose d'un réseau de collecte des eaux pluviales de la voirie. Il rejette les eaux collectées directement dans le ruisseau des Isselles.

Les eaux pluviales de la voie communale n°11 sont collectées par un réseau séparatif. Elles sont elles aussi rejetées directement dans le ruisseau des Isselles, en bas de la rue après avoir traverser la route départementale.

Les eaux pluviales des autres rues s'écoulent naturellement vers le même ruisseau.

En amont du village, un fossé capte les eaux pluviales d'un thalweg. Ce fossé traverse la partie centrale non urbanisée du village pour se jeter après un court busage dans le réseau d'eaux pluviales de la rue de Bré, et de là rejet direct au ruisseau des Isselles.

2 – ETAT FUTUR

Les possibilités de développement de la zone urbaine conduiront à de nouvelles constructions. Le rejet des eaux usées de ces nouvelles constructions pourront être absorbées par le système de lagunage actuel compte tenu d'une marge disponible de 64 équivalent-habitants.

Une extension du lagunage devra être envisagée dans le cas d'une plus forte croissance de la population de la commune.

Le développement à terme de la réserve foncière AU2 nécessitera l'extension du réseau d'assainissement des eaux usées pour atteindre les nouveaux terrains à bâtir qui seront créés.

3 – ANNEXE ASSAINISSEMENT :

ASSAINISSEMENT DES AGGLOMERATIONS ET PROTECTION SANITAIRE DES MILIEUX RECEPTEURS
(textes officiels de la réglementation).

ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

Circulaire, Santé publique, du 18 juin 1956 (J.O. du 19.7.1956) relative à la réglementation sanitaire, l'installation et l'utilisation d'appareils équivalents aux fosses septiques.

Circulaire, Santé publique, du 19 février 1965 (J.O. du 14.3.1965) sur les fosses septiques.

Circulaire, Affaires Sociales, industrie, du 02 mai 1968 (J.O. du 26.6.68) sur les fosses septiques et appareils équivalents.

Arrêté, Affaires Sociales, Equipement, du 14 juin 1969 (J.O. du 26.6.69) relatif aux fosses septiques et appareils ou dispositifs épurateurs de leurs effluents des bâtiments d'habitation.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Circulaire, Ministère de la Santé du 10 juin 1976 (J.O. du 21 août 1976) relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire des milieux récepteurs.

Les chapitres traités sont les suivants :

- Chapitre I : - Principes Généraux ;
- Chapitre II : - Systèmes d'assainissement et construction des ouvrages ;
- Chapitre III : - Procédés d'épuration ;
- Chapitre IV : - Voies d'évacuation et milieux récepteurs ;
- Chapitre V : - Conditions d'épuration ;
- Chapitre VI : - Exploitation et contrôle des procédés d'épuration. ;
- chapitre VII : - Présentation des dossiers des travaux à soumettre aux autorités sanitaires.

ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL

Instructions, commerce, du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relatives au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés, complétées par l'instruction du 10 septembre 1957.

C - TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

Le ramassage des déchets ménagers de la commune de Nanteuil-la-Forêt est une compétence de la Communauté de Communes de la Grande Vallée de la Marne.

La gestion du ramassage des ordures ménagères et autres déchets, ainsi que du tri sélectif et de la déchetterie est assurée.

Le tri sélectif s'effectue pour :

- les déchets ménagers ;
- les verres ;
- les plastiques et corps creux ;
- les déchets fermentescibles et déchets verts.

Hebdomadairement, une collecte pour les ordures ménagères ainsi que pour les fermentescibles est réalisée.

Un ramassage par semaine est prévu pour les corps creux et papiers.

La collecte du verre est également assurée par ramassage mais seulement une fois toutes les deux semaines.

La gestion du verre peut aussi se faire par apport volontaire. Il existe un point de collecte dans le village.

Une déchetterie est implantée à Dizy, à environ 10km de NANTEUIL-LA-FORÊT.

Les objets encombrants font l'objet de deux ramassages par an.